



Visite d'amitié et de travail au Soudan : « Une étape importante dans l'approfondissement des relations entre les deux pays, un modèle réussi de coopération sud-sud », déclare Roch Marc Christian KABORE

Page 14

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°342 du mardi 28 mars 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 22.

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Projet de gouvernance économique et de participation citoyenne : le lancement technique est effectif

Page 4



**Campagne de lutte contre la grippe aviaire au Burkina Faso
Les acteurs de la région du Sud-Ouest sensibilisés**

Page 7



Association burkinabè contre le diabète : Une journée pour sensibiliser les malades sur les complications oculaires du diabète

Page 2



**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain



Association burkinabè contre le diabète : Une journée pour sensibiliser les malades sur les complications oculaires du diabète

Région du Centre



Le présidium.

L'Association burkinabè d'action contre le diabète (ABAD) a organisé le samedi 25 mars 2017 à Ouagadougou, une journée de sensibilisation sur le diabète sous le thème : « les complications oculaires du diabète » C'était à l'occasion de son 6^{ème} congrès. La cérémonie a été présidée par le ministre de la santé.

Le diabète est une maladie grave et sa gravité réside dans les complications qu'elle peut entraîner, c'est pourquoi, l'ABAD (l'Association burkinabè d'action contre le diabète) œuvre depuis plus de 20 ans dans la sensibilisation des malades et de

la population en général pour une détection précoce et une prévention efficace afin d'éviter la survenue des complications.

Pour le Pr Pierre Innocent Guissou, président de l'ABAD, les causes de cette maladie sont à rechercher dans les modifications du mode de vie vers de mauvais comportements alimentaires et/ou physique, sans occulter la pollution de notre environnement due à l'action de l'homme. L'ABAD fait le dépistage parce que nombreux sont ceux qui sont malades mais qui ne le savent pas. Ces dépistages permettront t à ces personnes de connaître leur statut, a-t-il ajouté.

L'association est en collaboration avec le ministère de la santé à travers son programme maladies non transmissibles et espère que le ministère de la santé verra avec les responsables de l'laboratoire comment rendre les médicaments accessibles aux malades.

Selon Théophile Valentin Sissao, représentant du ministre de la santé, l'ABAD peut toujours compter sur le soutien de son département : « l'accompagnement que nous faisons auprès de ses associations, c'est d'abord de leur apporter tous nos encouragements, leur apporter tout le soutien dont ils ont besoin en vue de la lutte contre cette maladie »

La suite à la page 3.



SANTÉ

La suite de la page 2.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus d'un million de personnes meurent chaque année de diabète dans le monde et environ 10 millions souffrent de complications. L'ABAD invite donc tous les burkinabè à se faire dépister pour connaître le plus tôt leur statut car dit-elle prévenir vaut mieux que guérir.

En rappel, L'association Burkinabè d'Aide aux Diabétiques a pour objectifs entre autres d'améliorer le sort des diabétiques sur les plans médical, familial et social, faire connaître le diabète et son traitement, obtenir la reconnaissance du diabète comme maladie sociale, œuvrer à la sensibilisation des autorités pour la création d'un centre antidiabétique et d'un institut de recherche, de surveillance et de prévention des maladies de la nutrition.

Alfred Sié KAM/Rédaction SCI.



Le président de l'ABAD, Pr Pierre Innocent Guissou.



Des participants venus de divers horizons étaient présent à cette cérémonie.



Projet de gouvernance économique et de participation citoyenne : le lancement technique est effectif

Région du Centre



Le présidium.

Le jeudi 23 mars 2017, le ministère de l'économie, des finances et du développement (MINEFID) a procédé au lancement du Projet de gouvernance économique et de participation citoyenne. L'objectif de ce projet est de renforcer la mobilisation des ressources intérieures et d'améliorer l'utilisation des ressources publiques par le renforcement des mécanismes

de redevabilité, des systèmes de collecte des ressources et de gestion des dépenses publiques. C'est l'Hôtel Laico à Ouagadougou qui a servi de cadre pour le lancement de ce projet.

Mieux mobiliser les ressources intérieures, améliorer l'utilisation des ressources publiques par le renforcement des mécanismes de redevabilité, des systèmes de collecte des ressources et de la

gestion de la dépense publique sont entre autres les objectifs du PGEPC. Et pour l'occasion, le Gouvernement du Burkina Faso a bénéficié d'un financement de la banque mondiale d'un montant de 30 millions de dollars américains. Ce projet est aussi soutenu par l'Etat burkinabè avec une participation de 750 000 dollars US.

Selon la représentante du ministre de l'économie, des finances et du

La suite à la page 5



SOCIÉTÉ

La suite de la page 4

développement, Madame Pauline ZOURE, ce projet a besoin du soutien de tous et de l'accompagnement des bénéficiaires. « Nous devons tous être motivé pour l'atteinte des objectifs de ce projet » a-t-elle signifié.

La Banque mondiale se réjouit de contribuer à ce projet et s'engage à maintenir une collaboration étroite avec toutes les parties prenantes pendant la mise en œuvre du Projet, pour l'atteinte des objectifs qui lui sont assignés. On a entendu Cheick Kanté, le représentant de la Banque mondiale au Burkina Faso.

Pour être flexible, le projet a inclus



Madame Pauline ZOURE, Secrétaire d'Etat représentant Mme le Ministre de l'économie, des finances et du développement.



Les participants.



La Suite de la page 5.

une composante dénommée Fonds de Réponse Rapide. Ce fonds prévoit l'octroi de subventions aux organisations de la société civile, et ce, sur une base concurrentielle, en vue de financer l'engagement citoyen innovant dans le suivi de la gestion des finances publiques et le rétablissement de la crédibilité des institutions de la République.

En rappel, le PGEPC a été initié pendant la transition que le Burkina a connu, et s'inscrit dans le processus d'amélioration des relations entre l'Etat et les citoyens, en vue de restaurer la confiance des populations vis-à-vis des institutions de la république.

Alfred Sié KAM/Rédaction SCI



Cheick Kanté, le représentant de la Banque mondiale au Burkina Faso.

publiez vos annonces légales
sur **Sciences Campus Info**



Campagne de lutte contre la grippe aviaire au Burkina Faso Les acteurs de la région du Sud-Ouest sensibilisés

Région du Sud-Ouest



Le présidium.

Un atelier régional d'information et de sensibilisation des acteurs sur la prévention et la riposte contre la grippe aviaire s'est tenu à Gaoua le 10 mars 2017. Organisé par le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MRAH), cette rencontre a été présidée par le Secrétaire Général de la Région Salif Ouattara.

L'aviculture est un levier important de lutte contre la pauvreté au Burkina Faso. Depuis quelques années ce secteur, prend une part de plus en plus accrue dans l'économie nationale avec plus ou moins un effectif de quarante deux (42) millions de têtes et une

production annuelle estimée à plus de quatre cents (400) millions d'œufs de pintades. Quant au poulet dont la renommée dépasse les frontières et fait la fierté du Burkina Faso, quelques chiffres peuvent donner une idée de son importance réelle. Les quantités consommées dans la seule ville de Ouagadougou, sont en moyenne de soixante mille (60.000) mille poulets et avec même des pics de cent mille (100 000) en période de fête. Le développement de l'aviculture moderne contribue également au renforcement des productions avicoles, même si elle pèse encore moins de 2% sur la production totale.

Tout ce potentiel et cet enthousiasme de la filière se

trouvent aujourd'hui menacés par cette maladie appelée grippe aviaire. En rappel le Burkina Faso a été touché par la grippe aviaire pour la toute première fois en 2006. Cette maladie a pu être limitée aux régions du Centre ; du Centre-Ouest et des Hauts-Bassins. Récemment en 2015, la maladie a fait sa réapparition touchant cette fois-ci la quasi-totalité du pays avec dix(10) régions sur les 13. A cette occasion des pertes financières ont été enregistrées par des mortalités et abattages sanitaires de volailles estimés à plus de quatre(4) milliards pour les aviculteurs et à plus d'un(1) milliard pour l'Etat et ses partenaires pour les mesures de riposte et d'indemnisation.

La suite à la page 8.



La suite de la page 7.

Fort de ce constat, le MRAH conscient de l'importance de la communication, informe et sensibilise les différents acteurs de cette filière de la région du Sud-Ouest afin de préparer à mieux prévenir et riposter cette épizootie. Les participants ont reçu des enseignements sur la maladie, ses conséquences et principes généraux. Ils ont aussi appris à prévenir, à riposter contre la grippe aviaire. Ils ont enfin suivi des projections de films et de sketch pour appuyer les enseignements reçus. Les communicateurs ont invités les participants à faire de l'auto déclaration en cas d'épidémie. Au regard des profils et de la qualité des participants, Salif Ouattara dit ne pas douter un instant que les résultats des travaux seront à la hauteur des attentes. Il a aussi saisi cette opportunité pour solliciter l'appui des ministères partenaires dans la mise à jour des modules et leur mise à disposition auprès des autres producteurs.

Kissogo Abdoul Karim Ouattara

C o r r e s p o n d a n t



Les participants.



Cellule Régionale de Protection Sociale du Sud-Ouest

Le rapport bilan adopté

Région du Sud-Ouest



La PNPS comporte en six (6) programmes, quatre (4) programmes spécifiques à la protection sociale et deux (2) programmes d'accompagnement.

Un atelier régional de validation du rapport final 2016 et du Plan d'Action Opérationnelle (PAO) 2017-2019 de la Politique Nationale de Protection Sociale (PNPS) du Sud-Ouest s'est tenu dans la journée du 16 mars 2017 à Gaoua. La rencontre était placée sous la présidence du Gouverneur Tagsseba Nitiéma.

Depuis plusieurs années le Burkina Faso s'est résolument engagé dans la protection sociale des populations en général et particulièrement des jeunes et des femmes par la création de cellules

dans les treize (13) régions. Outre ce rôle, les cellules régionales de protection sociale sont chargées de la mise en œuvre et du suivi-évaluation des actions en matière de protection sociale. C'est fort de ces attributions que celle de la région du Sud-Ouest s'est réunie pour examiner et valider les activités menées et programmer celles du Plan d'Action Triennal 2017-2019. Près de trois (3) milliards de francs cfa financés par l'Etat Burkinabè et ses partenaires techniques et financiers en 2016 ont permis de soutenir des personnes diverses en situation de vulnérabilité a indiqué le Gouverneur Tagsseba Nitiéma. Ce sont donc des enfants,

des femmes, de vieilles personnes et celles vivant avec un handicap qui ont été soutenus. Il a traduit sa joie pour tous les efforts du gouvernement et des partenaires. Il a ensuite demandé aux membres de la cellule régionale à s'investir pour cette promotion de protection sociale afin que ces efforts ne soient vains. La PNPS comporte en six (6) programmes, quatre (4) programmes spécifiques à la protection sociale et deux (2) programmes d'accompagnement. Les activités du plan d'actions 2017-2019 sont déclinées en lien avec ces programmes. Il s'agit de l'amélioration des transferts sociaux pour les plus pauvres et les

La suite à la page 10



La suite de la page 9.



Le Gouverneur Tagsseba Nitiéma prononçant le discours d'ouverture).

plus vulnérables ,de l'amélioration de l'accès de tous, notamment des populations pauvres et des groupes vulnérables aux services sociaux de base, du volet améliorer l'accès des couches vulnérables aux services d'aides sociales et au logement, l'amélioration et extension de la couverture sociale des travailleurs des secteurs formel et informel, l'amélioration de la gouvernance et enfin le renforcement des capacités. Le budget prévisionnel du plan d'actions triennal 2017-2019 de la Cellule régionale de protection sociale de la région du Sud-ouest est estimé à **13 367 269 300 FCFA, soit 4 855 469 000 FCFA** pour 2017, **4 583 591 000 FCFA** pour 2018 et **3 942 912 300 FCFA** pour 2019. Pour une bonne exécution du plan d'action,

les acteurs régionaux devraient promouvoir la concertation, collaboration et la communication a relevé Jean Robert Traoré communicateur et Agent en service à la Direction Régionale de l'Economie et de la Planification. Cela devra permettre de renforcer le dispositif de coordination et de suivi-évaluation au niveau régional et aussi d'asseoir une bonne stratégie de mobilisation des ressources a-t-il poursuivi. De même, pour un impact réel des interventions, l'implication des bénéficiaires reste indispensable. S'agissant des modalités de mise en œuvre du plan d'actions, les responsabilités incombent d'abord aux structures techniques déconcentrées des différents départements ministériels. En outre, la participation active

des ONG, des associations et des partenaires techniques et financiers est véritablement attendue a-t-il conclu.

Kissogo Abdoul Karim Ouattara

C o r r e s p o n d a n t



Mort du directeur de l'école de Kourfayel , Salifou Badini Un sit-in pour faire le deuil à Kaya

Région du Centre-Nord



La coordination régionale des syndicats de l'éducation du Centre-Nord prend pour responsable la mort de leur camarade Salifou Badini et estime que le défunt a été inhumé dans l'anonymat.

Le corps enseignant de la région du Centre-Nord à travers la Coordination Régionale de l'Éducation du Centre-Nord, a fait ce vendredi 10 mars 2017 le pied de grue devant les services du Gouvernement du Centre-Nord. Par ce sit-in, de nombreux enseignants du primaire et du secondaire ont ainsi marqué la journée de deuil national voulu par le syndicat suite à l'assassinat de leur collègue Salifou Badini, directeur de l'école primaire de Kourfayel dans le Soum le vendredi 03 mars 2017.

Rassemblés à la place du gouvernorat dès 7 heures ce vendredi 10 mars 2017 pour saluer la mémoire de feu Salifou Badini, directeur de l'école primaire de Kourfayel dans la province du Soum froidement abattu par des individus non identifiés, le personnel enseignant de la région du Centre-Nord a débuté la cérémonie de deuil par des Slogans et des cris hostiles aux djadistes et aux autorités locales et nationales. Ils seront ensuite rejoints par Abdoulaye ZEBA, secrétaire général de la région, représentant le gouverneur. Il était accompagné de plusieurs autres

autorités administratives dont celles en charge de l'éducation et de la sécurité. Lecture suivie de remise du message de la coordination régionale des syndicats de l'éducation du Centre-Nord a marqué le cérémonial.

Dans son message, la coordination a fait un bref historique de la situation sécuritaire dans la région du sahel marquée par de multiples attaques de position des forces de défenses et de sécurité avec de nombreuses pertes en vies humaines dont la dernière en date est celle du directeur Salifou Badini. Un crime que la

La suite à la page 12.



La suite de la page 11.

coordination dit condamner avec la dernière énergie. Relevant que la région du Centre-Nord fait frontière avec celle du Sahel, la coordination estime que le Centre Nord reste menacé au regard des multiples alertes dans certaines localités. « Même si ces alertes ne sont pas fondées, elles sèment une psychose générale au sein du monde éducatif de la région. » lit-on dans le message signé de Nongdo Sawadogo, secrétaire général SYNATEB pour la coordination régionale des syndicats de l'éducation du Centre-Nord.

Pointant un doigt accusateur au gouvernement tenu pour responsable du crime de Salifou Badini, la coordination régionale des syndicats de l'Éducation du Centre-Nord fustige l'inhumation dans « l'anonymat » de leur camarade. « Le monde enseignant se sent offusqué par cette légèreté et ce manque de considération à l'égard du défunt. »

A l'épouse du défunt et à sa famille, à la famille enseignante, aux élèves et aux parents d'élèves, la coordination n'a pas manqué de présenter ses sincères condoléances et d'affirmer sa solidarité à l'endroit de toutes les victimes du terrorisme. Au regard de la situation jugée grave, la coordination régionale des syndicats de l'éducation du Centre-Nord interpelle le gouvernement à prendre toutes les dispositions pour assurer effectivement la



Abdoulaye ZÉBA, secrétaire général de la région du Centre-Nord, rassure que le message sera transmis à qui de droit .

sécurité des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire. Elle a réaffirmé sa solidarité à toutes les populations du Sahel avant d'assurer tous les travailleurs affligés de son soutien indéfectible. Invitant les camarades à la prudence, la coordination nourrit l'espoir qu'en aucun cas, les enseignants qui ont dû quitter leur poste de travail dans ces circonstances ne sauraient être inquiétés au plan administratif.

Ayant reçu le message, le secrétaire général de la région a réitéré la compassion et le soutien indéfectible de l'administration dans ces durs moments aux populations et aux fonctionnaires affectés. Abdoulaye Zéba a rassuré les manifestants que le

message sera transmis à qui de droit. Reprenant des slogans, la foule s'est dispersée avec un sentiment de satisfaction à 10H.

A.I. OUEDRAOGO pour SCI



SOCIÉTÉ

Assassinat de Salif Badini : les syndicats de l'Éducation Nationale en sit-in pour rendre hommage à leur collègue tombé sous les balles des djihadistes la semaine dernière à Djibo

Région des Hauts-Bassins

Ce vendredi 10 Mars 2017, les enseignants du préscolaire, primaire et post primaire des Hauts-Bassins ont répondu favorablement à l'appel de la coalition des syndicats de l'Éducation Nationale. Ils ont observé un arrêt des cours, les classes sont restées fermées et tous au rendez-vous du sit-in.

Dès 08h30, c'était le rassemblement à la Bourse de Travail suivi des informations sur l'itinéraire de la marche. La marche a démarré aux environs de 09h, direction Gouvernorat. Au premier rang, un morceau de pagne tout noir, signe de deuil est tenu par les manifestants. Une marche pas comme d'habitude, c'est le silence total de la foule jusqu'à destination. Ils sont accueillis par les autorités administratives avec à sa tête le gouverneur des Hauts-Bassins Antoine ATIQU. A l'adresse

des autorités, le responsable de la coordination des Syndicats de l'Éducation Nationale de la région des Hauts-Bassins Ibrahim Traoré dévoile l'objet de la marche : « Depuis un certain temps, nous constatons plusieurs cas de décès parmi lesquels un des nôtres dû aux terroristes qui ont envahis une partie du pays et rien n'est fait pour assurer la sécurité des populations, aussi les engagements qui sont pris ne sont pas respectés. Alors, nous interpellons le gouvernement à assurer plus davantage notre sécurité pour que nous puissions enseigner dans la quiétude ».

Le gouverneur pour sa part a apprécié la démarche qu'il juge pacifique, engagée par le corps enseignant. Antoine ATIQU se dit conscient de la situation qui prévaut au pays des Hommes intègres. Il a rappelé également que le gouvernement n'est pas resté indifférent face ces attaques

terroristes qui persistent et a rassuré les manifestants que d'autres dispositions seront prises dans les jours à venir. Cependant, il a invité tous les enseignants à être un agent de sécurité, de renseignements pour aider les autorités à résoudre ce phénomène qui est là et qui doit s'arrêter définitivement. En recevant la lettre des doléances, le gouverneur a promis de la transmettre aux plus hautes autorités du pays. Le sit-in de Bobo s'est déroulé sans aucun incident majeur constaté.

Correspondant, Bobo : St PAUL

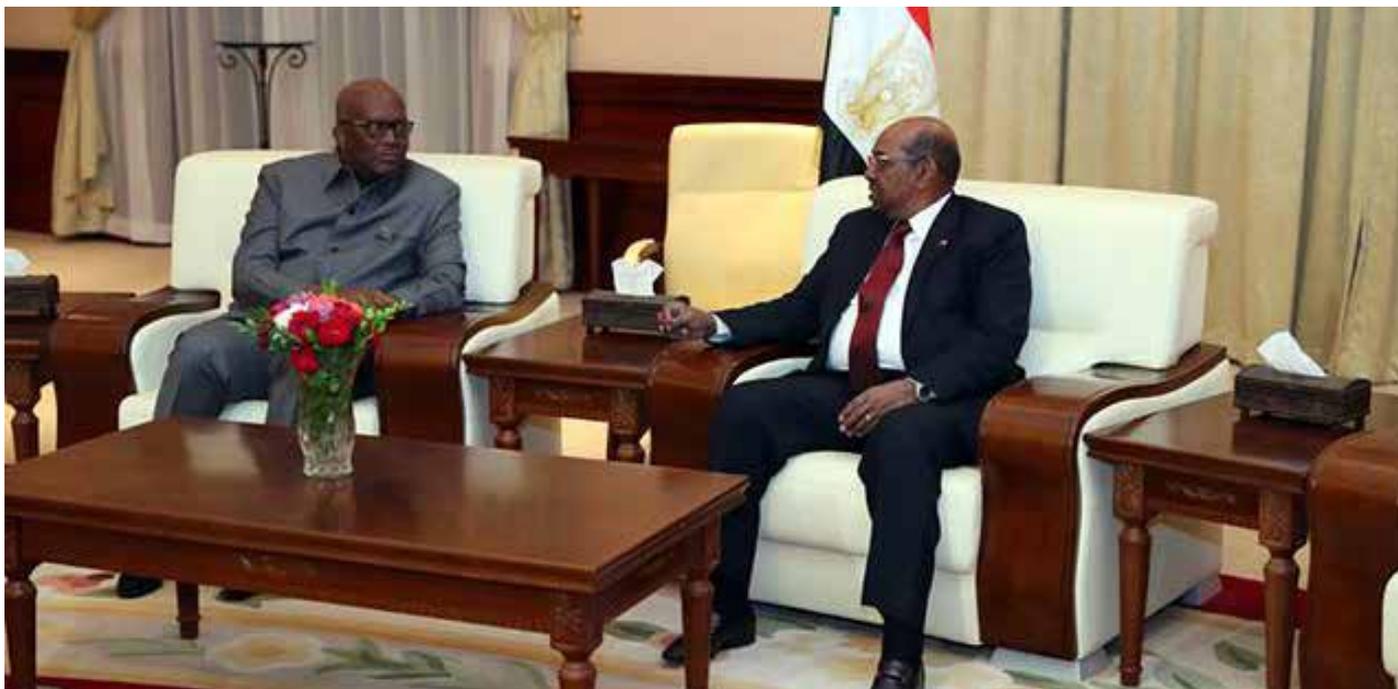


**OBTENEZ VOTRE MASTER A ISC
BOBO DANS LES MEILLEURES
CONDITIONS**



Visite d'amitié et de travail au Soudan : « Une étape importante dans l'approfondissement des relations entre les deux pays, un modèle réussi de coopération sud-sud », déclare Roch Marc Christian KABORE

Région du Centre



Le dirigeant soudanais a profité de cette occasion pour remercier le Burkina Faso pour tout le soutien que son pays a bénéficié lors des rencontres internationales de haut niveau.

Peu après son arrivée à Khartoum dans l'après-midi du 26 mars 2017, le Président du Faso et la délégation qui l'accompagne ont eu une séance de travail avec les autorités soudanaises. Après leur premier tête à tête, les Présidents Roch Marc Christian KABORE et Omar El BECHIR se sont retrouvés autour de leur délégation respective pour une séance de travail au palais présidentiel à Khartoum.

Après avoir souhaité la bienvenue au Président du Faso dans son « deuxième pays » qu'est le Soudan et lui exprimer toute sa

joie d'avoir accepté son invitation à la tête d'une « forte délégation », le Président Omar El BECHIR a réaffirmé la « disponibilité de son pays à accompagner le Burkina Faso dans les domaines de coopération tels que l'agriculture, la santé, l'éducation, l'industrie, etc. par le partage d'expériences ». Le dirigeant soudanais a profité de cette occasion pour remercier le Burkina Faso pour tout le soutien que son pays a bénéficié lors des rencontres internationales de haut niveau. En réponse à l'allocution de son homologue soudanais, le Président du Faso a déclaré que sa visite est placée sous le signe du « renforcement des relations

bilatérales et offre un moment fort pour examiner les opportunités qui existent entre les deux pays afin de bâtir une coopération solide et élargie, prenant en compte les intérêts majeurs des peuples soudanais et burkinabè ». Grace à cette visite d'amitié et de travail, le chef de l'Etat se dit convaincu que « l'élan désormais imprimé à notre coopération bilatérale ira grandissant en se raffermissant pour le bonheur de nos deux peuples respectifs ».

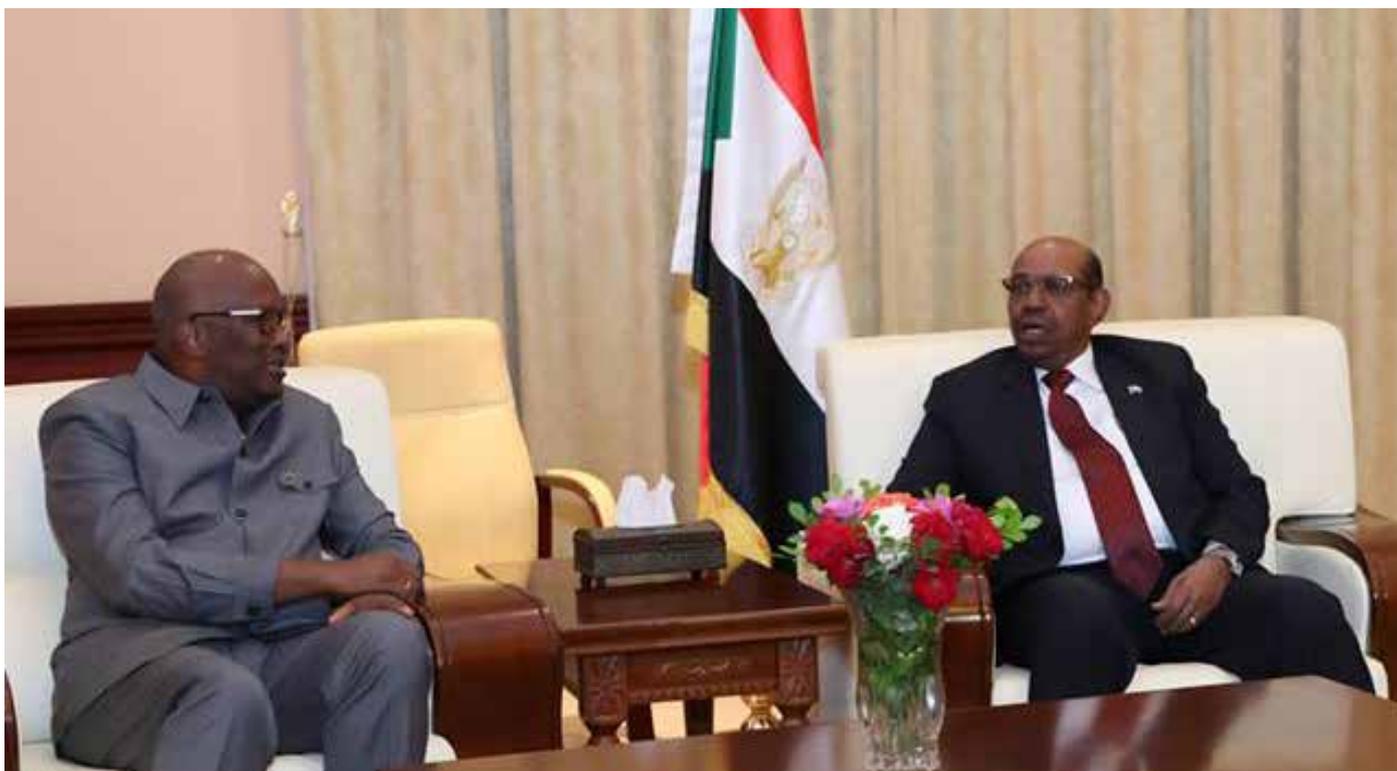
Pour le Président Roch Marc Christian KABORE, cette visite qui constitue une « étape importante dans l'approfondissement des

La suite à la page 15



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14.



Concernant l'actualité internationale, le Président Roch Marc Christian KABORE pense que l'union fait la force et « seule une Afrique unie pourra faire entendre sa voix ».

relations entre les deux pays, se veut aussi comme un modèle réussi de coopération sud-sud ». Aussi, a-t-il rappelé à cet effet, l'accord général de coopération signé le 24 août 1998 entre les gouvernements des deux pays qui ont convenu de dynamiser les liens de partenariat dans de nombreux secteurs de développement tels que l'agriculture, le transport, les mines, l'éducation, la formation, la culture, le tourisme, la protection sociale, la santé, etc. Le chef de l'Etat a aussi salué les résultats des travaux de la grande commission mixte entre les deux pays tenue à Khartoum les 23 et 24 août 2016 et annoncé l'ouverture prochaine d'une ambassade résidente du Burkina Faso à Khartoum. Sur les grands défis d'aujourd'hui tels que le terrorisme, le grand

banditisme, la criminalité transfrontalière, le Président du Faso demeure convaincu que la « solidarité, la coopération et le partage d'informations entre nos Etats et nos peuples épris de paix et de liberté, constituent des voies crédibles que nous devons explorer constamment ».

Concernant l'actualité internationale, le Président Roch Marc Christian KABORE pense que l'union fait la force et « seule une Afrique unie pourra faire entendre sa voix ». Il a réaffirmé la position du Burkina Faso qui reste « profondément attaché à la paix et apporte son soutien aux initiatives régionales et continentales en faveur de la paix et de la stabilité en Afrique ».

Avant de terminer son propos, le Président du Faso fonde l'espoir d'une « coopération soudano-burkinabè exemplaire, au profit de nos deux peuples ».

**La Direction de la Communication
de la Présidence du Faso**



Transfert de ressources aux communes : Le ministre Jean Martin COULIBALY échange avec les maires de la région de l'Est

Région du Centre



François SAWADOGO a rappelé que ces ressources, qui ont connu une augmentation considérable se chiffrent à plus de 49 milliards francs CFA.

Le **Ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, monsieur Jean Martin COULIBALY** a tenu une rencontre avec les maires des communes de la région de l'Est, ce vendredi 24 mars 2017, dans l'enceinte de l'ENEP de Fada N'Gourma, en présence du Haut-commissaire du Gourma. Au menu des échanges, les ressources transférées aux communes par le ministère.

Le ministère de l'éducation nationale a transféré aux communes la gestion des

infrastructures éducatives, le personnel, la cantine et le cartable minimum. Il s'agit de rapprocher la gestion de l'éducation aux premiers bénéficiaires, une vision du gouvernement pour le développement de l'école burkinabè. Le Ministre a tenu à rappeler cela aux élus locaux. Mais pour lui, cela passe surtout par la bonne gestion des ressources allouées pour l'atteinte des résultats. « Vous avez la responsabilité des enfants et vous devez exercer pleinement cette responsabilité. C'est à vous qu'il revient de prendre les dispositions pour positionner les vivres et les fournitures au plus

tard à la rentrée 2017. Je vous invite à un contrat de performance avec un taux d'exécution le plus proche de 100% », a-t-il lancé à l'endroit de l'ensemble des maires présents à cette rencontre.

Revenant sur les grands axes de ce transfert, le Directeur des Études et des statistiques sectorielles, monsieur François SAWADOGO a rappelé que ces ressources, qui ont connu une augmentation considérable se chiffrent à plus de 49 milliards francs CFA. Mais insiste-t-il, « pour ce qui est de la cantine scolaire, l'accent doit être mis sur la commande des produits locaux ».

Quant aux maires, ils ont relevé entre

La suite à la page 17.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16.

autres difficultés, les procédures de passations de marchés, le manque de personnel qualifié et la gestion des affectations. Ce fut l'occasion pour le Directeur des marchés publics (DMP) et le Directeur de l'Allocation des Moyens spécifiques aux structures

éducatives (DAMSSE) de présenter aux chefs des collectivités, les procédures de marché et la gestion des cantines. Le problème des logements des enseignants s'est invité dans les échanges. A cela, le ministre a confié que dans un bref délai, la gestion des

logements par les mairies sera opérationnelle et les enseignants pourront bénéficier dans ce cas de leur indemnité de logement.

DCPM/MENA

Renforcement de capacité des enseignants des EQAmE du Sahel : un satisfecit des participants

Région du Centre

La Direction des activités sportives, culturelles et des loisirs de l'éducation (DASCLE) du MENA, a organisé du 21 au 24 mars 2017 à Dori, une session de formation des enseignants de 50 Ecoles de Qualité des Amis de l'enfant (EQAmE) du Sahel. La cérémonie d'ouverture a été présidée par madame la Directrice régionale de l'Education nationale et de l'Alphabétisation en présence de Kassoum Compaoré, directeur des sports du MENA.

Renforcer les compétences des enseignants de 50 EQAmE du Sahel en culture, sport et gestion de bibliothèque tel est l'objectif poursuivi par cette formation qui a regroupé 150 participants venus des quatre provinces du Sahel. Convaincu que l'éducation est un terrain fertile pour le développement durable, monsieur Kassoum COMPAORE a d'abord félicité les enseignants de ces



provinces dites difficiles puis a demandé une minute de silence à la mémoire de Salifou Badini, tombé sur le champ de bataille contre l'ignorance.

Durant 4 jours, les participants ont été outillés sur les différents sports tels que le football, le handball, l'athlétisme et en culture. Ainsi, Boureima PORGO, enseignant venu de Pomé Mengao dans le Soum, soutien que « cette formation est un soulagement pour nous éducateurs et les enfants car la culture et le sport contribuent

à la formation intégrale de l'enfant. Nous mettrons tout en œuvre au profit des élèves pour que ceux-ci soient des futurs hommes», s'est-il réjoui. Monsieur COMPAORE a par ailleurs, invité les participants à mettre au profit des élèves, cette formation qu'ils viennent d'acquérir pour le bien être de l'école burkinabè.

DCPM/MENA



PNDES : La Troïka des PTF pour une opérationnalisation rapide du Secrétariat permanent

Région du Centre



François SAWADOGO a rappelé que ces ressources, qui ont connu une augmentation considérable se chiffrent à plus de 49 milliards francs CFA.

Le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA, a eu une séance de travail avec la Troïka des partenaires techniques et financiers (PTF) du Burkina Faso, le vendredi 24 mars 2017. La rencontre s'inscrit dans le cadre d'un dialogue régulier entre les PTF et le gouvernement en vue de dégager les pistes d'accompagnement pour l'opérationnalisation du Secrétariat permanent du Plan national de développement économique et social (SP/PNDES) qui vient d'être mis en place.

L'engagement de la Troïka des partenaires techniques et financiers (PTF) à accompagner du le Burkina Faso dans la mise

en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) ne faiblit pas. Pour preuve, une séance de travail entre la Troïka des PTF du Burkina Faso et le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA, est intervenue, le vendredi 24 mars 2017, en vue de dégager les pistes d'accompagnement pour l'opérationnalisation du Secrétariat permanent du Plan national de développement économique et social (SP/PNDES).

Selon le président de la Troïka des PTF du Burkina Faso, Check KANTE, par ailleurs représentant-résident de la Banque mondiale au Burkina Faso, les discussions ont porté sur les mécanismes à mettre en place afin que concrètement le SP/PNDES puisse connaître

une opérationnalisation rapide.

« On a de façon collective mais aussi chaque partenaire de façon bilatérale déjà annoncé des appuis en ressources financières et en ressources humaines pour que de façon pratique on puisse appuyer le SN/PNDES à se mettre rapidement au travail parce que il y a beaucoup de travail à faire surtout un travail de coordination en ce sens que les ministères sectoriels sont déjà au travail pour les projets et programmes. Nous avons de façon concrète mis sur la table des appuis techniques et financiers pour que le SP/PNDES puisse avancer rapidement », a-t-il expliqué.

DCI/PM



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Coopération: la BAD octroie 5.4 millions de dollars EU au Burkina Faso pour développer la chaîne de valeurs de l'anacarde dans le bassin de la Comoé

Région du Centre



Ce projet rend dans le cadre du programme d'investissement forestier(PIF), un des programmes des fonds stratégiques pour le climat.

Le ministre de l'économie, des finances et du développement et la Représentante Résidente de la Banque Africaine de Développement ont signé cet après midi un accord de prêt de 4 millions \$US et un protocole d'accord de don de 1 million d'UC, destinés au financement du Projet de développement de l'anacarde dans le bassin de la Comoé (PADA/REDD+).

Ce projet rend dans le cadre du programme d'investissement forestier(PIF), un des programmes des fonds

stratégiques pour le climat. L'objectif du projet, qui s'achèvera en 2022, est de contribuer à la réduction de la pauvreté en milieu rural et à l'augmentation de la capacité de séquestration de carbone. Il vise également à améliorer la productivité et la production biologique d'anacardes par la plantation des arbres à haut rendement et la promotion des bonnes pratiques d'entretien. Il vise aussi à augmenter les revenus tirés des plantations agricoles par la transformation et la certification des produits biologiques et à créer des emplois verts pour les femmes et les jeunes par la mise en place

d'unités de transformation et de services. La production de noix de cajou au Burkina Faso est estimée à environ 35 000 tonnes par an, produites sur 65.800 ha par 45.000 producteurs. Les principales contraintes de développement de la filière anacardes sont : le faible rendement des plantations (300 kg/ha contre 900 kg/ha), la faible capacité des unités de transformation existantes (environ 10 % de la production), l'accès limité au crédit et la faiblesse organisationnelle des acteurs.

Le projet s'inscrit dans le contexte de la lutte contre les changements climatiques, en vue de réaliser un

La suite à la page 20



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 19

triple gain (atténuation, adaptation et réduction de la pauvreté). Le projet sera mis en œuvre dans la zone d'intervention de l'Association Wouol des producteurs dans le bassin de la Comoé qui couvre les régions des Cascades, des Hauts Bassins et du Sud-Ouest. Il touchera 8 provinces des 3 régions totalisant une population estimée à plus de 3 millions d'habitants.

Les plantations d'anacardes de la zone couvrent une superficie estimée à 65.800 ha dont 1.950 ha sous l'encadrement de l'Association Wouol. Parmi les principaux résultats attendus, on note i) la plantation de 25 000 ha d'anacardes en agroforesterie, ii) la mise à niveau et la construction de 10 unités de transformation d'anacardes et de mangues, iii) l'aménagement de 10 centres de cuisson et de décorticage pour les femmes, et iv) l'encadrement de 540 producteurs/productrices et 540 femmes formatrices respectivement sur les bonnes pratiques de production biologique et de transformation

ainsi que de 60 coopératives et GIE sur la gestion des exploitations et des unités de transformation. Les bénéficiaires directs sont les membres des groupements et des cinq unités de transformation de l'Association Wouol au nombre de 2500 membres dont 1300 femmes, les membres des groupements de producteurs approvisionnant les deux unités semi-industrielles (ANATRANS et SOTRIAB) d'un nombre respectif de 4000 et de 3000 producteurs dont 40% des femmes, les associations des femmes formatrices de la commune rurale de DIERI notamment les membres de l'Union Balamaya Kadi au nombre de 300 femmes et trois promoteurs privés bénéficieront des appuis du Projet dans la mise en place de leurs unités de transformation, parmi d'autres. Au regard de ces avantages que présente le projet, le Ministre de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique a saisi l'occasion pour remercier, au nom du gouvernement, la BAD. Il a par ailleurs évoqué la pertinence du projet dont l'exécution

contribuera à la réduction de la pauvreté en milieu rural et à l'augmentation de la capacité de séquestration du Carbone. Mme Antoinette BATUMUBWIRA, Représentante Residente de la BAD au Burkina Faso a, quand à elle, rassuré de la disponibilité de son institution à toujours accompagner le Burkina Faso. Elle a aussi précisé que la signature de ces deux accords est une preuve de l'engagement de la BAD à soutenir les efforts de développement du Burkina Faso. Il convient de signaler que le coût total du projet est estimé à 10,968 millions de dollars EU, soit environ 6,446 milliards FCFA. Il sera financé conjointement par le Programme d'investissement forestier (PIF) du Fonds d'investissement pour le climat (CIF), le Fonds africain de développement (FAD), le Fonds d'Aide au Secteur Privé Africain (FAPA), le secteur privé, le Gouvernement et les bénéficiaires.

Appellez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

26e conférence de la Jama'at Islamique Ahmadiyya du Burkina : le ministre Dandjinou salue a pertinence du thème

Région du Centre

Le Ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou, a pris part à la 26e conférence annuelle de la Jama'at Islamique Ahmadiyya à Kouba, dans la soirée du vendredi 24 mars 2014 à Kouba, à une trentaine de kilomètres de Ouagadougou.

M. Dandjinou a souligné que c'est un honneur pour lui de participer à cette conférence qui porte sur le thème : « pour une nécessaire solidarité entre les religions afin de contrer l'expansion du terrorisme ».

Il a surtout salué l'actualité et la pertinence des thèmes et sous thème de cette conférence qui se déroule du 24 au 26 mars 2017 et qui porteront, entre autres, sur le rôle des médias sur l'amalgame entre djihadisme islamique et terrorisme et le dialogue inter religieux.

Toute chose qui justifie sa présence à Kouba, pour féliciter et encourager les initiateurs de la conférence, car dans un contexte mondial marqué par des actes terroristes, voir une organisation former ses adeptes sur les questions de dialogue inter religieux ne peut qu'être salubre.

Entre autres personnalités qui ont pris part à cette conférence, il y a le premier vice-président de l'Assemblée nationale, Me Bénéwendé Sankara et le ministre



M. Dandjinou a souligné que c'est un honneur pour lui de participer à cette conférence qui porte sur le thème : « pour une nécessaire solidarité entre les religions afin de contrer l'expansion du terrorisme ».



Le Ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou.

en charge de la Justice, René Bagoro. Me Bénéwendé Sankara qui représentait le président de l'Assemblée nationale, Salifou Diallo, s'est aussi félicité du thème de la conférence qui fait la promotion de l'amour pour autrui, quel que soit sa religion.

DCPM/MCRP



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Triangle
Génération Humanitaire
Stage- Assistant(e)
A d m i n i s t r a t i o n
et finances- **Lyon**

Description

Présentation de Triangle G H

« Acteur d'une solidarité durable et partagée »

Créée en 1994, Triangle G H, association française de solidarité internationale basée à Lyon, élabore et met en œuvre des programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement dans les domaines de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, du génie civil, de la sécurité alimentaire et du développement rural, du socio-éducatif et du psychosocial. Triangle G H travaille actuellement dans 10 pays d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient.

La gestion opérationnelle des projets se répartit en trois desks géographiques, appuyés par des cellules techniques spécifiques à chaque thématique d'intervention de l'ONG, des contrôleurs de gestion et un service de ressources humaines.

Présentation du stage

Le/la stagiaire apportera un soutien sur la gestion administrative, budgétaire et comptable des programmes à l'étranger. Il/elle participera aux activités suivantes :

Traitement des comptabilités terrain transmises au

siège par les missions

Rédaction des rapports financiers des projets

Suivi des dossiers d'appel d'offre

Suivi budgétaire des programmes (affectations, coûts opérationnels)

Participation à la mise à jour des procédures internes

Vérification du respect des procédures d'achat et des conditions de paiements selon les procédures internes et celles des bailleurs

Participation à la préparation des audits financiers

Paramétrage de nouveaux budgets dans le logiciel SAGA

Accompagnement des tests techniques pour le recrutement des candidats

Participation aux briefings des expatriés avant leur départ : familiarisation aux outils de gestion financière, aux procédures administratives et financières de l'association et des bailleurs concernés

Ville L y o n

Expériences / Formation du candidat

Formation en gestion/administration, comptabilité

Très bonnes compétences en informatique, notamment Excel

Connaissance du milieu de la solidarité internationale

Bon niveau d'anglais

Connaissance souhaitée du logiciel SAGA

Curiosité et capacité d'apprentissage de nouvelles connaissances

Capacité à obtenir, analyser et synthétiser différentes sources d'informations et collectes de données

Autonomie dans le travail

Fonctions Organisation, Administration

Activités Economie, Finance, Administration

Pays Europe, France

Contrat S t a g e

Durée du contrat

Stage de 6 mois, à partir d'avril 2017

Salaire / Indemnité

Indemnités légales, prise en charge à 50% du transport (abonnement TCL), tickets restaurant pris en charge à 60%

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation

Nom de la personne contact

Laure Maynard

Email de la personne contact recrutement@trianglegh.org

Date de fin de validité 07/04/2017



Avis de recrutement

Poste: Stage- Assistant(e)
Poste: Administration
et finances- Lyon

Description

Présentation de Triangle G H

« Acteur d'une solidarité durable et partagée »

Créée en 1994, Triangle G H, association française de solidarité internationale basée à Lyon, élabore et met en œuvre des programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement dans les domaines de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, du génie civil, de la sécurité alimentaire et du développement rural, du socio-éducatif et du psychosocial. Triangle G H travaille actuellement dans 10 pays d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient.

La gestion opérationnelle des projets se répartit en trois desks géographiques, appuyés par des cellules techniques spécifiques à chaque thématique d'intervention de l'ONG, des contrôleurs de gestion et un service de ressources humaines.

Présentation du stage

Le/la stagiaire apportera un soutien sur la gestion administrative, budgétaire et comptable des programmes à l'étranger. Il/elle participera aux activités suivantes :

Traitement des comptabilités terrain transmises au siège par les missions
 Rédaction des rapports

financiers des projets

Suivi des dossiers d'appel d'offre

Suivi budgétaire des programmes (affectations, coûts opérationnels)

Participation à la mise à jour des procédures internes

Vérification du respect des procédures d'achat et des conditions de paiements selon les procédures internes et celles des bailleurs

Participation à la préparation des audits financiers

Paramétrage de nouveaux budgets dans le logiciel SAGA

Accompagnement des tests techniques pour le recrutement des candidats

Participation aux briefings des expatriés avant leur départ : familiarisation aux outils de gestion financière, aux procédures administratives et financières de l'association et des bailleurs concernés

Ville L y o n

Expériences / Formation du candidat

Formation en gestion/administration, comptabilité

Très bonnes compétences en informatique, notamment Excel

Connaissance du milieu de la solidarité internationale

Bon niveau d'anglais

Connaissance souhaitée du logiciel SAGA

Curiosité et capacité d'apprentissage de nouvelles connaissances

Capacité à obtenir, analyser et synthétiser différentes sources d'informations et collectes de données

Autonomie dans le travail

Fonctions Organisation, Administration

Activités Economie, Finance, Administration

Pays Europe, France

Contrat S t a g e

Durée du contrat

Stage de 6 mois, à partir d'avril 2017

Salaire / Indemnité

Indemnités légales, prise en charge à 50% du transport (abonnement TCL), tickets restaurant pris en charge à 60%

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation

Nom de la personne contact

Laure Maynard

Email de la personne contact recrutement@trianglegh.org

Date de fin de validité 07/04/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: **Coordonnateur technique pour l'inclusion** - **LEBANON**

Description

PRESENTATION DES ONG

Indignés par l'injustice dont souffrent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde de solidarité et d'inclusion, enrichi par nos différences, où chacun peut vivre dans la dignité.

Handicap International est une organisation d'aide et de développement indépendante et impartiale qui travaille dans des situations de pauvreté et d'exclusion, de conflit et de catastrophe. Nous travaillons aux côtés des personnes handicapées et vulnérables pour répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Pour plus d'informations sur l'association: <http://www.handicap-international.fr/>

Présent dans plus de 55 pays, Handicap International se compose de 2 directions opérationnelles:

- La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)
- La Direction de l'Action de Développement (DAD)

CONTEXTE DE LA MISSION

Dans le cadre de sa réponse d'urgence à la crise syrienne, Handicap International est présent au Liban au nord et à la Bekaa. HI intervention est actuellement conçue sur deux piliers qui sont:

1 / pour renforcer les capacités des acteurs locaux impliqués dans la prestation de réadaptation physique et des services de soutien psychosocial lié à une vision moyenne à long terme

2 / maintenir une capacité à répondre aux besoins aigus grâce à des services directs HI Et / ou le renvoi à d'autres intervenants de l'assistance:

identification des personnes ayant des limitations fonctionnelles, fourniture de soins de réadaptation, distribution de dispositifs d'assistance et de mobilité, fourniture d'appareils de P & O, fourniture d'un soutien psychosocial

3 / Pour améliorer l'accessibilité et l'inclusion dans leurs réponses.

Compte tenu de l'évolution de la situation humanitaire (fermeture des frontières, chronicité de la crise, diminution des financements) et dans le cadre d'une stratégie à moyen terme visant à soutenir et renforcer la résilience des

acteurs locaux, l'objectif est d'améliorer progressivement la De réhabilitation fonctionnelle et / ou de services psychosociaux par des structures locales (ONG locales, structures privées / publiques) par une collaboration et un renforcement des capacités croissants visant à promouvoir la continuité et la durabilité des services pour les communautés les plus vulnérables du Liban.

DESCRIPTION DE L'EMPLOI

Dans le cadre de la stratégie d'inclusion générale, HI a pour but de fournir un appui technique aux acteurs humanitaires nationaux et internationaux qui mettent en œuvre des activités humanitaires ou de développement dans le pays dans les communautés affectées. Les principales tâches et responsabilités du poste sont donc d'évaluer les facteurs contextuels de vulnérabilité qui conduisent à des situations d'exclusion, les défis auxquels sont confrontés les acteurs humanitaires aux différents niveaux de leur intervention (niveau institutionnel, programme et service) La programmation et les services des partenaires par le biais de réponses adaptées mises en œuvre dans le cadre de ce projet.

Un plan d'action est élaboré en collaboration avec les partenaires pour répondre

La suite à la page 25



JOBS CAMPUS

La suite à la page 24

aux défis identifiés par les utilisateurs de services et les fournisseurs de services et peut potentiellement comporter des sessions de renforcement des capacités, la révision technique des principales lignes directrices, des outils et du matériel, des recommandations techniques à la conception des services, Des services et du coaching.

OBJECTIFS PRINCIPAUX:

Sous la responsabilité directe et le soutien du Chef d'Unité Technique, vous serez responsable de la réalisation des objectifs suivants:

1 / Projet de l'UNICEF - après la finalisation de l'évaluation initiale avec 8 partenaires WASH de l'UNICEF, un plan individuel de soutien a été conçu et a commencé à être mis en œuvre. La tâche principale du coordonnateur technique de l'inclusion sera d'exécuter ce plan et de soutenir

les partenaires de l'UNICEF pour sensibiliser et défendre les changements à travers le personnel clé de l'UNICEF et sensibiliser et renforcer le personnel des différents niveaux de l'UNICEF, Afin de mieux inclure les personnes handicapées, les limitations fonctionnelles et les autres groupes à risque d'exclusion dans leurs programmes / activités actuels et futurs, en identifiant et en évaluant

les obstacles spécifiques à l'inclusion, en planifiant des mesures visant à réduire ou à éliminer des obstacles spécifiques, suivre et évaluer les changements

-à suivre et évaluer le plan d'action et de construire des recommandations et des messages de plaidoyer pour l'UNICEF et les programmes qu'ils soutiennent

2 / composante d'inclusion de soutien dans les projets HI

activités -Support qui favorisent la prestation de services plus inclusive liés à d'autres bailleurs de fonds et des projets

-d'un sur un plan d'action du plan stratégique pour répondre à la demande de soutien technique

-établir une structure à suivre sur le plan technique le soutien apporté Aux différentes parties prenantes qui permettent à HI de documenter les activités, le processus et l'impact / le

rendement - appuyer d'autres domaines programmatiques de l'IH, tels que la réadaptation et le soutien psychosocial, afin de construire des actions clés dans le programme et les services fournis et renforcer les capacités du personnel Différents niveaux.

Ville B e y r o u t h

Expériences / Formation du candidat

Qualifications / formation: -

Diplôme d'anthropologie, sciences sociales, droit

international humanitaire - Degré de gestion du cycle de programme humanitaire (ou expérience pertinente) -

Degré de physiothérapie, l'ergothérapie est un atout

E x p é r i e n c e :

expérience professionnelle -practical en matière d'intégration des personnes handicapées / l'intégration de la protection / inclusion et la promotion de l'accessibilité des services humanitaires

-Expérience dans le renforcement des capacités par la formation et l'encadrement et la mise en œuvre des projets dans des contextes humanitaires

-Expérience dans les interventions WASH d'urgence, l'évaluation et la conception et la mise en œuvre de la clé Des actions visant à promouvoir des services inclusifs au niveau des programmes et des services est un atout - l'

expérience dans l'élaboration d'actions visant à promouvoir des changements pour réduire ou éliminer les obstacles à l'inclusion est un atout - l'

expérience de travailler dans la conception accessible d'une infrastructure temporaire est un atout

Compétences: -

Bonne aptitude à l'analyse et à la rédaction de rapports; -

Excellente aptitude à analyser / mesurer et à

La suite à la page 26



JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

renforcer les capacités et les objectifs mesurables des individus et des organisations afin de renforcer l'action humanitaire; - Bonne

capacité organisationnelle; Avec et pour le compte de personnes à risque d'être laissées pour influencer les parties prenantes humanitaires afin d'améliorer l'accès à l'assistance basée sur les besoins -aptitude à travailler

sous pression

-expérience acquise dans l'écriture et la rédaction du projet

-commission au travail en équipe

Langues parlées

L a n g u e s :

-Anglais obligatoire (oral et écrit)

Fonctions A u t r e ,
Coordination, Gestion de
projet, Technicien spécialiste

Activités Animation,
Formation, Education,
Autre, Santé, Social

Pays
Moyen Orient, Liban

Contrat C D D

Durée du contrat

• Date de début: 05/04/2017

• Durée du contrat: 7 mois

Salaire / Indemnité

• Salaire: à partir de 2750,00 € / mois (brut), selon l'expérience

• Permis: 705,52€/mois (net) payé en monnaie locale sur le terrain

• Assurances: couverture médicale, planification de la retraite, rapatriement

• Vacances payées: 25 jours par an

• R & R: 1 jour / mois

• statut: statut unique ou un couple possible

• logement: collectif ou individuel (si couple) pris en charge par Handicap

Postuler en ligne https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.hp?id=1990&idpartenaire=130

Date de fin de validité 06/04/2017



Avis de recrutement

Poste: Humanitarian Awards Conseiller - Surge

Description

Nous recherchons une personne expérimentée et engagée à se joindre à nous en tant que conseiller humanitaire Awards, en assurant des normes élevées de gestion des prix et de la conformité aux exigences des donateurs dans les programmes d'urgence dans le monde entier.

Travaillant dans plus de 120 pays, nous faisons tout ce qu'il faut pour créer des percées dans la façon dont le monde traite les enfants. Notre service humanitaire intègre le travail d'urgence et de développement, à travers nos programmes de pays. Elle accroît notre capacité à répondre aux besoins d'assistance et de protection des enfants et de leurs familles touchés par les crises. Ensemble, nous sauvons la vie des enfants, luttons pour leurs droits et les aidons à réaliser leur potentiel.

En tant que conseiller en aide humanitaire, vous mènerez à la gestion des attributions du Département humanitaire et au renforcement des capacités de conformité des donateurs et à l'amélioration des processus, au sein du SCUK et en collaboration avec les programmes de pays SCI et les équipes d'intervention. En assurant le leadership et la supervision d'un maximum de quatre membres de l'équipe de récompenses humanitaires, vous les aiderez à résoudre des problèmes techniques

La suite à la page 27



JOBS CAMPUS

La suite de la page 26S

complexes et faciliteront leur perfectionnement professionnel par le coaching. De plus, vous pourrez:

Fournir un soutien consultatif en temps voulu, précis et complet à l'intention des bailleurs de fonds humanitaires, des partenaires financiers et de l'équipe humanitaire

Fournir aux donateurs une expertise en matière de conformité lors de l'examen des propositions et des rapports à l'intention des donneurs à domicile (ECHO, DFID, UNICEF, etc.)

Appuyer le directeur des bourses humanitaires en matière de recherche auprès des bailleurs de fonds, y compris leurs stratégies, leurs domaines d'intervention et les règlements des bailleurs de fonds

Concevoir et dispenser des séances internes de formation sur la conformité et des séances d'information

Coordonner les activités de développement des partenariats, de conformité des donateurs et du portefeuille régional afin d'assurer la cohérence et les synergies entre les connaissances des donateurs institutionnels, les stratégies de compte et la conformité des donateurs.

Pour réussir, vous aurez une bonne compréhension du cycle de gestion des primes, des pratiques exemplaires en matière de soumission des propositions, des demandes de remboursement des revenus et de la gestion de la dette et des risques. Vous aurez la possibilité

de fournir des conseils de haut niveau sur les propositions des donateurs et sur les rapports des donateurs et auront l'expérience de travailler avec les principaux donateurs tels que le DEC, le DFID, ECHO et les agences des Nations Unies. En outre vous aurez:

Un diplôme ou une qualification universitaire pertinente dans le domaine du développement international, de la science humanitaire ou sociale / politique

Expérience directe substantielle de la gestion des prix pour une organisation internationale

Expérience de l'examen des propositions et des rapports complexes et régionaux d'urgence

La capacité de contester et de négocier assertivement et en coopération avec le personnel supérieur

Excellentes aptitudes en numérotique et flair pour le côté financier des rapports sur les récompenses.

La capacité de travailler en français, en espagnol ou en arabe est souhaitable.

Chez Save the Children, nous nous engageons à protéger et protéger les enfants dans notre travail. Nous ferons tout notre possible pour que seuls ceux qui sont aptes à travailler avec des enfants soient recrutés pour travailler pour nous. Ce poste est assujéti à une gamme de contrôles de vérification, y compris une divulgation des casiers judiciaires.

Notre mission est d'inspirer des percées dans la façon dont le monde traite les enfants et d'obtenir un changement immédiat et durable dans leur vie. Si vous partagez notre mission, êtes passionné de le faire et croyez fermement que vous pouvez contribuer alors rejoignez-nous et nous vous donnerons toutes les chances de réussir. Nous avons hâte d'avoir de tes nouvelles.

Pour postuler, veuillez visiter notre site Web.

Date de clôture: 26 mars 2017

Veuillez noter que les demandes seront examinées de façon continue, c'est pourquoi les candidats sont encouragés à soumettre leurs demandes avant la date de clôture **de l'annonce.**

Ville L o n d r e s

Fonctions A u t r e ,
Coordination, Gestion de projet, Etudes, Recherche

Activités A u t r e

Pays
Europe, Royaume-Uni

Contrat C D I

Salaire / Indemnité

£ 35,000 - £ 38,000 par an en fonction de l'expérience

Postuler en ligne [H t t p s : / / jobs.savethechildren.org.uk/vacancy/humanitarian-awards-advisor-3072/3098/d e s c r i p t i o n /](https://jobs.savethechildren.org.uk/vacancy/humanitarian-awards-advisor-3072/3098/description/)

Date de fin de validité 26/03/2017



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Bernard M' Pempé Hien
- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédérick PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Alfred Syé KAM
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique
+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

25/03/2017 AU 01/04/2017 Groupe III

| | | | | | | | |
|----------------|----|----|----|----|----------------|----|-------------|
| Ave Maria | 25 | 47 | 98 | 88 | | | |
| Balkuy | 25 | 37 | 51 | 36 | Naaba Koom | 25 | 35 70 46 |
| Baraka | 25 | 33 | 02 | 72 | Nagrin | 25 | 46 90 48 |
| Belle ville | 25 | 40 | 84 | 14 | Nazani | 25 | 36 65 10 |
| Cathédrale | 25 | 31 | 28 | 07 | Ninrwa | 25 | 41 80 38 |
| Charis | 25 | 47 | 98 | 78 | Noom-Wendé | 25 | 50 31 17 |
| Concorde | 25 | 31 | 29 | 49 | Pissy | 25 | 43 13 35 |
| Coura | 25 | 38 | 83 | 90 | Sacré cœur | 25 | 34 60 60 |
| Djimbina | 25 | 35 | 77 | 65 | Saint Julien | 25 | 38 06 10 |
| Dunia | 25 | 36 | 20 | 51 | Saint Lazare | 25 | 36 86 48 |
| Ecoles | 25 | 31 | 52 | 32 | Saint Michel | 25 | 45 48 08 |
| Fraternité | 25 | 36 | 48 | 00 | Santé-validité | 68 | 91 87 04 |
| Galiem | 25 | 35 | 28 | 44 | Savane | 25 | 31 13 48 |
| Hosanna | 25 | 41 | 26 | 48 | Taoko | 25 | 36 69 27 |
| Jeunesse | 25 | 34 | 35 | 04 | Téranga | 25 | 36 09 70 |
| Kamin | 25 | 34 | 30 | 28 | Wend denda | 25 | 31 09 64 |
| Kilwin | 25 | 50 | 84 | 62 | Yennega | 25 | 37 03 37 |
| Sainte Trinité | 25 | 41 | 26 | 46 | Zone I | 25 | 48 15 13/53 |
| Mariama | 25 | 30 | 05 | 76 | Zoungrana | 25 | 40 98 75 |
| Naab Raga | 25 | 30 | 06 | 27 | | | |

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO